

LOI ORGANIQUE DE LA COMMISSION DE REFONTE DES  
STATUTS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

43-44 VICTORIA, CHAP. 2.

Acte autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

[24 juillet, 1880.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra nommer une commission chargée de refondre les statuts généraux de cette province, laquelle sera sous la direction des officiers en loi de la couronne, et sera composée d'un commissaire et de deux secrétaires dont l'un parlant la langue française et l'autre parlant la langue anglaise. Commission.

2. Cette commission sera chargée de reviser et refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la ci-devant province du Canada, qui affectent la province de Québec, et sont du ressort de sa législature, ainsi que ceux de cette province depuis 1867. Devoirs de la commission.

3. En refondant ces statuts, la dite commission n'y incorporera que les dispositions qu'elle tiendra pour être alors en force, et les autorités sur lesquelles elle s'appuiera pour juger qu'elles le sont ainsi, devront être citées. Idem.

Elle pourra changer la rédaction de ces statuts, sans toutefois en altérer le sens : toute expression inutile ou impropre devra être retranchée, et chaque disposition devra être rendue simple, claire et précise. Rédaction des statuts.

4. La dite commission pourra suggérer les amendements à la loi qu'elle croit désirable, en les mentionnant distinctement et en les accompagnant des raisons sur lesquelles elle se fonde. Suggestion d'amendements.

5. La commission publiera de la manière la plus convenable, pour référence, avec les statuts refondus ou dans un volume distinct selon qu'elle le jugera à propos, les statuts généraux qui affectent cette province, mais qui ne sont pas du ressort de sa législature, comprenant les statuts impériaux et les statuts de la ci-devant province du Canada. Publication des autres statuts affectant la province.

- 6.** Elle publiera aussi, avec les statuts refondus ou avec les statuts généraux mentionnés dans la section précédente, selon qu'elle le jugera convenable, tout ordre en conseil, proclamation, traité ou document qui lui sera prescrit par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- 7.** La dite commission fera au lieutenant-gouverneur, de temps à autre, rapport de ses procédés et du progrès de l'ouvrage qui lui est confié.
- Dans les matières pour lesquelles il n'est pas pourvu par cet acte, elle se guidera d'après les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.
- 8.** Chaque fois qu'elle jugera qu'une partie de l'ouvrage sera suffisamment avancée, elle la fera imprimer, et en transmettra au lieutenant-gouverneur, un nombre suffisant d'exemplaires avec son rapport.
- 9.** Quand le travail sera terminé, des exemplaires imprimés des statuts refondus, avec les rapports de la commission, seront soumis à cette législature.
- 10.** Les dépenses encourues pour l'exécution de cet ouvrage, seront payées par l'assemblée législative de cette province, à même le fonds approprié pour ses dépenses contingentes.
- 11.** L'acte de cette province 40 Vict., chap. 8, est par le présent abrogé.
- 12.** Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

---

ACTE PROVINCIAL RELATIF AUX STATUTS REFONDUS.

50 VICTORIA, CHAP. 5.

Acte concernant les Statuts Refondus de la Province de Québec.

[Sanctionné le 18 mai, 1887.]

Préambule.

**C**ONSIDÉRANT qu'il a été jugé à propos de reviser, classer et refondre les statuts d'un caractère général permanent de l'ancienne province du Canada, qui affectent la province de Québec et sont du ressort de sa législature, ainsi que ceux de cette province depuis 1867 ;

et considérant que cette revision, cette classification et cette refonte ont été faites en conséquence ;

Considérant de plus qu'il est à propos de pourvoir à ce que les statuts publics généraux, passés durant la présente session, soient incorporés avec les premiers, et de donner l'effet de la loi au corps des statuts refondus résultant de cette incorporation ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** Le rôle imprimé marqué A et attesté comme étant celui des statuts révisés, classifiés et refondus comme susdit, par la signature du lieutenant-gouverneur et celle du greffier de la législature et déposé au bureau de ce dernier, sera réputé en être l'original et contenir les différents actes et parties d'actes mentionnés comme devant être abrogés dans l'appendice marqué A, annexé à ce rôle.

Rôle original  
des statuts  
refondus, cer-  
tifié et déposé

Toutefois, les notes marginales et les dispositions en italique imprimées sur tel rôle, les renvois aux dispositions antérieures à la fin de chaque article et les notes explicatives insérées par les réviseurs, de même que le supplément du titre douzième comprenant les articles du code civil affectés par la législation fédérale, ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer, et pourront être omis ou corrigés.

Notes margi-  
nales, etc.

Toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées, mais sans en changer l'effet légal ; et les changements qu'il est nécessaire de faire, dans la rédaction de ces statuts, afin de conserver l'uniformité dans le mode d'expression, et qui n'en changeront pas l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessous mentionné.

Correction  
des erreurs  
typographi-  
ques, etc.

**2.** Le lieutenant-gouverneur pourra choisir ceux des actes et parties d'actes, passés durant la présente session, qu'il jugera à propos d'incorporer dans le rôle marqué A, et pourra les y faire incorporer en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ces statuts, mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans tels statuts, et en retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire, et ajoutant à l'appendice A une liste des actes et parties d'actes de la présente session ainsi incorporés comme susdit, et modifiant aussi les dits statuts dans les détails et au point indiqués dans l'annexe du présent acte.

Insertion des  
lois de cette  
session dans  
les statuts re-  
fondus,

**Livraison du rôle par le greffier de la lég.** Le greffier de la législature est autorisé à délivrer le rôle imprimé des statuts marqué A à toute personne que le procureur général demandera de le livrer.

**Dépôt du rôle certifié comprenant les lois de la présente session et les modifications à l'appendice A.** 3. Aussitôt que l'incorporation de ces actes et parties d'actes, ainsi que l'addition et les changements à faire à l'appendice A, seront terminés le lieutenant-gouverneur pourra en faire déposer un rôle imprimé correct, attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire de la province au bureau du greffier de la législature, lequel rôle en sera réputé l'original et sera censé renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans l'appendice A amendé et y annexé ; mais les notes marginales imprimées sur ce rôle, les dispositions imprimées en italique, les renvois aux dispositions antérieures à la fin de chaque article et le supplément du titre douzième comprenant les articles du code civil affectés par la législation fédérale, ne formeront pas partie de tels statuts, mais seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer.

**Proviso.**

**Proclamation déclarant les statuts refondus en vigueur.** 4. Le lieutenant-gouverneur en conseil, après que le rôle en dernier lieu mentionné aura été déposé, pourra, par proclamation, fixer la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur et aura force de loi, sous la désignation de " Statuts Refondus de la Province de Québec."

**Effet de cette proclamation.** 5. A compter de cette date, ce rôle deviendra en vigueur en conséquence et aura force de loi sous la désignation de " Statuts Refondus de la Province de Québec." tout comme s'il était formellement incorporé dans le présent acte et que s'il y était décrété qu'il sera en vigueur et exécutoire à compter de cette date.

**Abrogation des dispositions mentionnées dans l'appendice A** 2. A compter de la même date toutes les dispositions contenues dans les différents actes et parties d'actes mentionnées dans l'appendice A amendé, seront, en tant qu'elles tombent sous le contrôle de la législature de cette province, abrogés jusqu'au point mentionné dans la troisième colonne de tel appendice.

**Effet de l'abrogation.** 6. L'abrogation de ces actes et parties d'actes n'invalidera pas l'effet d'aucune clause conservatoire qui s'y trouve, ni n'empêchera qu'aucun d'iceux, ou qu'aucune disposition de loi ci-devant en vigueur, ne s'appliquent à quelque transaction, matière ou chose antérieures à cette abrogation, à laquelle ils s'appliqueraient d'ailleurs.

**Matières non invalidées.** 7. L'abrogation de ces actes et parties d'actes n'invalidera pas :

**Amendes, etc.** a. Les amendes, confiscations ou responsabilités encourues avant l'époque de cette abrogation, ni les procédures adop-

tées, instituées, terminées ou pendantes dans le but d'en obtenir la mise à exécution, à l'époque de telle abrogation ;

b. Les actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles ou autres procédures, matières ou choses s'y rattachant, commencés, intentés, faits, inscrits accordés, pendants, existants ou en vigueur à l'époque de telle abrogation ; Actions, etc..

c. Les actes, contrats, droits, titres, intérêts octrois, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières ou choses, faits, accomplis, acquis, établis ou existants à l'époque de telle abrogation ; Actes, contrats, etc.

d. Les emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs, ou autres matières ou choses en dépendant, à l'époque de cette abrogation ; Emplois, etc.

e. Les mariages, certificats ou enregistrement de mariage, légalement faits, obtenus, octroyés ou existants avant ou à l'époque de telle abrogation ; Mariages, etc.

2. L'abrogation de ces actes et partie d'actes n'aura pas non plus l'effet d'annuler, troubler, invalider ou affecter d'une manière préjudiciable, d'autres matières ou choses, commencées, faites, complétées, existantes ou pendantes à l'époque de telle abrogation ; Choses commencées.

### 3. MAIS,

(a.) Ces amendes, confiscations et responsabilités ;

Mais.

(b.) Ces actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles, procédures, matières et choses ; Ces amendes &c.  
Actions, &c.

(c.) Ces actes, contrats, droits, titres, intérêts, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières et choses ; Actes, contrats, &c.

(d.) Ces emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs et matières et choses ; Emplois, &c.

(e.) Ces mariages, certificats ou enregistrements de mariage, et autres matières et choses, Mariages, &c.

Pourront continuer et continueront, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu, et en tant qu'il sera nécessaire, pourront être et seront continués, poursuivis, mis à exécution et terminés sous l'autorité de ces statuts refondus et des autres statuts et lois en vigueur en cette province, et sujets aux dispositions de ces différents statuts et lois, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu. Continués, comme si l'abrogation n'avait pas eu lieu.

8. Ces statuts refondus ne seront pas censés opérer comme lois nouvelles, mais ils seront interprétés et auront Statuts refondus, non considérés

- comme lois nouvelles. force de loi comme une refonte et comme déclaratoire de la loi telle qu'elle se trouve dans les actes et parties d'actes ainsi abrogés et que ces statuts refondus remplacent
- Leur interprétation s'ils diffèrent des dispositions abrogées. 2. Cependant, lorsque sur quelque point, les dispositions de ces statuts refondus ne sont pas les mêmes que celles des actes ou parties d'actes abrogés et auxquelles elles sont substituées, alors, en ce qui regarde les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque de leur mise en vigueur, leurs dispositions prévaudront; et quant aux transactions, matières et choses antérieures à cette époque, ce sont les dispositions des actes ou parties d'actes abrogés qui devront prévaloir.
- Renvoi aux actes abrogés dans les actes antérieurs, etc. 9. Tout renvoi dans quelque acte antérieur restant en vigueur, ou dans quelque proclamation, arrêté en conseil, instrument ou document, à quelque acte ou disposition ainsi abrogé, devra, après l'entrée en vigueur des statuts refondus, à l'égard de toutes transactions, matières ou choses subséquentes, être considéré comme renvoi aux dispositions des statuts refondus ayant le même effet que l'acte ou la disposition abrogée.
- Effet de l'insertion d'un acte dans l'appendice A. 10. L'insertion de tout acte dans l'appendice A ne sera pas interprété comme une déclaration que cet acte ou quelque partie d'icelui était ou n'était pas en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de ces statuts refondus.
- Preuve des exemplaires imprimés par l'imprimeur de la reine. 11. Des exemplaires de ces statuts refondus, imprimés par l'imprimeur de la reine, d'après le rôle amendé ainsi déposé, seront reçus comme preuve de ces statuts refondus devant tous les tribunaux et endroits quelconques.
- Différence d'une version avec l'autre. 12. Si les versions française et anglaise des statuts refondus ne sont point d'accord sur un point quelconque, la version qui sera la plus compatible avec les actes refondus dans ces statuts, prévandra.
- Distribution des exemplaires des statuts refondus. 13. Les lois relatives à la distribution des exemplaires imprimés des statuts ne s'appliqueront pas à ces statuts refondus, mais ceux-ci seront distribués en tel nombre et à telles personnes que le lieutenant-gouverneur prescrira.
- Impression et interprétation. 14. Le présent acte sera imprimé avec les statuts refondus et sera sujet aux mêmes règles d'interprétation que ces statuts.
- Leur citation. 15. Dans tout acte ou toute procédure quelconque, les statuts refondus étant divisés en titres, chapitres, sections et paragraphes, ils pourront être cités comme suit :

*a.* S'il s'agit d'un paragraphe,—en ajoutant la section, le chapitre et le titre;

*b.* S'il s'agit d'une section,—en ajoutant le chapitre et le titre;

*c.* S'il s'agit d'un chapitre,—en ajoutant le titre.

• Et dans tous les cas, en ajoutant les mots : “ des Statuts Refondus de la Province de Québec,” ou simplement, “ des Statuts Refondus.”

2. Les titres de ces statuts refondus ne comportant chacun d'eux qu'une seule série d'articles continus, ils pourront encore être cités par l'article du titre tout simplement, en ajoutant les mots : “ du titre premier, deuxième, etc., ” suivant le cas ; et en ajoutant de plus, les mots mentionnées en dernier lieu dans le paragraphe précédent.

---

## ANNEXE

## LOIS ET PARTIES DE LOI MODIFIÉES.

Articles, etc., et sujet de la loi.	Etendue de la modification.
(1). Section sixième, du chapitre deuxième du titre III : " Des droits de licences ".....	En retranchant le tout.
(2). Sections troisième, quatrième et cinquième du chapitre troisième du titre VII : " Des cours de Recorder de Québec, Montréal et Hull. ".....	En retranchant le tout
(3). Section cinquième, du chapitre troisième du titre VI : " De l'institution royale pour l'avancement des sciences.".....	En retranchant le tout.
(4). Chapitre cinquième, du titre VI : " Dispositions spéciales relativement aux écoles communes dans certaines localités.".....	En retranchant le tout.
(5). Titre VI.....	En retranchant les mots " Journal de l'instruction publique" et " <i>Journal of Education</i> ;" partout où ils se rencontrent dans le dit titre, et en les remplaçant par les mots : " Gazette Officielle de Québec."



## ACTE PROVINCIAL RELATIF AUX STATUTS REFONDUS.

51-52 VICT., CHAP. 2.

Acte concernant les Statuts refondus de la Province de Québec.

[Sanctionné le 12 juillet, 1888.]

**C**ONSIDÉRANT que, depuis le 18 mai 1887, date de la sanction de l'acte 50 Vict., chap. 5, concernant les statuts refondus de la province de Québec, les corrections, additions et changements ont été faits au rôle imprimé marqué A, conformément aux sections 1 et 2 du dit acte 50 V., c. 5 ;

Préambule.

Considérant que, avant de déposer au bureau du greffier de la législature, le rôle imprimé et de lancer la proclamation mettant les statuts refondus en vigueur, en conformité des sections 3 et 4 du dit acte, il est opportun d'y incorporer les statuts d'un caractère général passés durant la présente session ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** Le lieutenant-gouverneur pourra choisir ceux des actes et parties d'actes passés durant la présente session qu'il jugera à propos d'incorporer dans le rôle marqué A, mentionné dans l'acte 50 Vict., chap. 5, comme étant celui des statuts révisés, classifiés et refondus, et pourra les y incorporer en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ces statuts, mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans tels statuts, et en retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire, et ajoutant à l'appendice marqué A, du dit acte après la liste des actes et parties d'actes de la dernière session qui y a été ajoutée, une liste des actes et parties d'actes de la présente session incorporés comme susdit.

Actes qui seront incorporés dans la réimpression.

**2.** Aussitôt que l'incorporation de ces actes et parties d'actes, ainsi que l'addition et les changements à faire à l'appendice A, seront terminés, le lieutenant-gouverneur pourra en faire déposer un rôle imprimé attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire de la province au bureau du greffier de la législature, lequel rôle en sera réputé l'original et sera censé renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans l'appendice A amendé et y annexé.

Dépôt du rôle correct.

**3.** Le présent acte sera considéré comme amendement à l'acte 50 Vict., chap. 5, dont il ne sera que le corolaire, et

Acte considéré amendement à 50 V., c. 5.

en conséquence, les deux actes n'en formeront qu'un seul et s'interpréteront l'un et l'autre comme étant un seul et même acte.

Série d'articles des S. R.

4. Les statuts refondus ne comporteront qu'une seule série d'articles, et pourront être cités par l'article, en ajoutant les mots: " des statuts refondus de la province de Québec."

Entrée en vigueur.

5. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

---



## PROCLAMATION.

A. R. ANGERS.  
[L. S.]

QUÉBEC.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni  
de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur  
de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pour-  
ront concerner,—

SALUT :

ARTHUR TURCOTTE, }  
Procureur Général, } **A**TTENDU que, dans et par  
Québec. } un acte de la Législature  
de Québec, passé en la session  
tenue en la cinquantième année de Notre règne, chapitre  
cinq, et intitulé : " Acte concernant les Statuts Refondus  
de la Province de Québec," après l'exposé qu'il a été jugé à  
propos de reviser, classifier et refondre les statuts d'un  
caractère général permanent de l'ancienne province du  
Canada, qui affectent la Province de Québec et sont du  
ressort de sa Législature, ainsi que ceux de la Province  
de Québec, passés depuis mil huit cent soixante et sept,  
qui sont encore en vigueur, et se rattachent à des matières  
sous le contrôle de la Législature de Québec ;

ATTENDU que cette révision, cette classification et cette  
refonte ont été faites en conséquence, et qu'il est à propos  
de pourvoir à ce que les statuts publics généraux, passés  
durant la dite session, soient incorporés avec les premiers,  
et de donner l'effet de la loi au corps des statuts refondus  
résultant de cette incorporation.—il est, entre autres choses,  
en substance statué :

Que le rôle imprimé marqué A, des statuts d'un carac-  
tère général de l'ancienne Province du Canada, qui affectent  
la Province de Québec et qui sont du ressort de sa Législa-  
ture, ainsi que ceux de cette Province, depuis mil huit  
cent soixante et sept, encore en vigueur, et attesté comme  
étant celui des Statuts revisés, classifiés et refondus comme  
susdit, par la signature de Notre lieutenant-gouverneur et  
celle du greffier de la législature, et déposé au bureau de ce  
dernier, sera réputé en être l'original et contenir les différents  
actes et parties d'actes mentionnés comme devant être  
abrogés dans l'appendice marqué A, du dit rôle ;

Que, toutefois, les notes marginales et les dispositions en italique imprimées sur tel rôle, les renvois aux dispositions antérieures, à la fin de chaque article, ainsi que les notes explicatives insérées par les réviseurs, de même que le supplément du titre douzième, comprenant les articles du code civil, affectés par la législation fédérale, ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer, et pourront être omis ou corrigés ;

Que toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées, mais sans en changer l'effet légal ; et que les changements qu'il est nécessaire de faire dans la rédaction de ces statuts afin de conserver l'uniformité dans le mode d'expression, et qui n'en changeront pas l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessous mentionné ;

Que Notre dit lieutenant-gouverneur pourra choisir ceux des actes et parties d'actes, passés durant la dite session qu'il jugera à propos d'incorporer dans les dits statuts contenus dans le dit rôle marqué A, et pourra les y faire incorporer, en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ces statuts, mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans tels statuts, et en retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire, et ajoutant à l'appendice marqué A, une liste des actes et parties d'actes de la dite session, ainsi incorporés comme susdit, et modifiant aussi les dits statuts dans les détails et au point indiqués dans l'annexe de l'acte précité ;

Qu'aussitôt que l'incorporation de ces actes et parties d'actes, dans les dits statuts, et que l'addition et les changements à faire au dit appendice marqué A, seront terminés, Notre dit lieutenant-gouverneur pourra en faire déposer un rôle imprimé correct, attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire de la province, au bureau du greffier de la législature, lequel rôle en sera réputé l'original et sera censé renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans l'appendice marqué A, amendé et y annexé ; mais que les notes marginales, imprimées sur ce rôle, les dispositions imprimées en italique, les renvois aux dispositions antérieures, à la fin de chaque article, et le supplément du titre douzième, comprenant les articles du code civil, affectés par la législation fédérale, qui s'y trouveront, ne formeront pas partie de tels statuts, mais qu'ils seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer ;

Que Notre dit lieutenant-gouverneur en conseil, après que le rôle en dernier lieu mentionné aura été déposé, pourra, par proclamation, fixer la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur et aura force de loi, sous la désignation de " Statuts Refondus de la Province de Québec " ,

Qu'à compter de cette date, ce rôle deviendra en vigueur en conséquence et aura force de loi sous la désignation de " Statuts Refondus de la Province de Québec," tout comme s'il était formellement incorporé dans le dit acte et que s'il y était décrété qu'il sera en vigueur et exécutoire à compter de cette date ;

Qu'à compter de la même date, toutes les dispositions contenues dans les différents actes et parties d'actes mentionnés dans le dit appendice marqué A, amendé, seront, en tant qu'elles tombent sous le contrôle de la Législature de Québec, abrogées jusqu'au point mentionné dans la troisième colonne de tel appendice ;

ATTENDU que Notre dit lieutenant-gouverneur a, par arrêté en conseil, en date du quatorzième jour de mai de l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, choisi, parmi les actes passés durant la dite session de la Législature de Québec, tenue en la cinquantième année de Notre règne, les actes et parties d'actes mentionnés à l'annexe No. 1 attachée aux présentes, comme étant ceux qu'il a jugé à propos d'incorporer dans les statuts contenus dans le dit rôle marqué A, et les y a fait incorporer en adaptant leur forme et leur rédaction à celles des dits statuts, mais sans en changer l'effet légal, et en les insérant à la place qui leur convient dans les dits statuts, retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui sont ainsi incorporées ou qui leur sont incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles en tant que nécessaire, et ajoutant au dit appendice marqué A, une liste des actes et parties d'actes ainsi incorporés comme susdit, et modifiant les dits statuts dans les détails et au point indiqués dans l'annexe du dit acte en partie précité ;

ATTENDU que, avant de déposer au bureau du greffier de la législature, le rôle imprimé et de lancer la proclamation mettant les statuts refondus en vigueur, en conformité des sections 3 et 4 du dit acte 50 Victoria, chapitre 5, il a été jugé opportun d'y incorporer les statuts d'un caractère général passés durant la dernière session tenue dans les cinquante et unième et cinquante-deuxième années de Notre règne, et que par acte passé dans la dite dernière session, portant le chapitre 2, et intitulé : " Acte concernant les statuts refondus de la province de Québec," il est, entre autres choses, en substance statué :

Que Notre dit lieutenant-gouverneur pourra choisir ceux des actes et parties d'actes passés durant la dite session, qu'il jugera à propos d'incorporer dans le rôle marqué A, mentionné dans le dit acte 50 Vict., chap. 5, comme étant celui des statuts révisés, classifiés et refondus, et pourra les y incorporer en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ces statuts, mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans tels statuts, et en retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire, et ajoutant à l'appendice marqué A du dit acte, après la liste des actes et parties d'actes de la dite session tenue dans la cinquantième année de Notre règne qui y a été ajoutée, une liste des actes et parties d'actes de la dernière session tenue en les cinquante-unième et cinquante-deuxième années de Notre règne, et incorporés comme susdit.

Qu'aussitôt que l'incorporation de ces actes et parties d'actes, ainsi que l'addition et les changements à faire à l'appendice A, seront terminés, le lieutenant-gouverneur pourra en faire déposer un rôle imprimé attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire de la province au bureau du greffier de la législature, lequel rôle en sera réputé l'original et sera censé renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans l'appendice A, amendé et y annexé.

ATTENDU que Notre dit lieutenant-gouverneur a, par arrêté en conseil, en date du vingt-neuf d'août de l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, choisi, parmi les actes passés durant la dite session de la Législature de Québec, tenue en les cinquante et unième et cinquante-deuxième années de Notre règne, les actes et parties d'actes mentionnés à l'annexe No. 2 attachée aux présentes, comme étant ceux qu'il a jugé à propos d'incorporer dans les statuts contenus dans le dit rôle marqué A, et les y a fait incorporer en adaptant leur forme et leur rédaction à celles des dits statuts, mais sans en changer l'effet légal, et en les insérant à la place qui leur convient dans les dits statuts, retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui sont ainsi incorporées ou qui leur sont incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles en tant que nécessaire, et ajoutant au dit appendice marqué A, une liste des actes et parties d'actes ainsi incorporés comme susdit, et modifiant les dits statuts dans les détails et au point indiqués dans le dit acte en partie précité.

ATTENDU que la dite incorporation des dits actes et parties d'actes dans les dits statuts, et les dites additions aux

dit appendice marqué A, ainsi que les dites modifications ayant été terminées comme susdit, Notre lieutenant-gouverneur a fait déposer un rôle imprimé correct, attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire de la Province, au bureau du greffier de la Législature ;

ATTENDU que les dispositions contenues dans les trois premiers articles du dit acte 50 Vict., chap. 5, et dans les premiers et deuxième articles de l'acte 51-52 Vict., chap. 2, en partie précités ont été dûment mises à exécution ;

Et ATTENDU que Notre dit lieutenant-gouverneur, depuis le dépôt du dit rôle, en dernier lieu mentionné, a, par et de l'avis de Notre conseil exécutif pour la Province de Québec, déclaré le premier jour de janvier prochain comme étant le jour à compter duquel le dit rôle deviendra exécutoire et aura force de loi sous la désignation de " Statuts Refondus de la Province de Québec : "

Sachez donc que, par et de l'avis de Notre conseil exécutif pour la Province de Québec, nous déclarons par Notre présente proclamation royale, qu'à compter du premier jour de janvier prochain, le dit rôle en dernier lieu mentionné, attesté par la signature de Notre dit lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, et contresigné par le secrétaire de la Province de Québec, et déposé au bureau du greffier de la Législature, deviendra exécutoire et aura force de loi, sous la désignation de " Statuts Refondus de la Province de Québec," tout comme s'il était formellement incorporé dans les dits actes, en partie précités, et que s'il y était décrété qu'il sera en vigueur et exécutoire à compter du dit premier jour de janvier prochain.

DE CE QUI PRÉCÈDE, Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes lettres patentes et à icelles fait apposer le grand sceau de notre Province de Québec : Témoin, Notre fidèle et bien-aimé l'honorable Auguste-Réal Angers, lieutenant-gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre règne, la cinquante-deuxième.

Par ordre,

CHS. A. ERN. GAGNON,

Secrétaire.

## ANNEXE No. 1.

*Statuts et parties de statuts, passés dans la session tenue en la cinquantième année du règne de Sa Majesté, qui ont été incorporés dans les statuts contenus dans le rôle marqué A.*

Chapitres.	Titre de l'acte.	Étendue de l'incorporation.
3	Acte pour amender la loi des licences de Québec.....	En entier.
4	Acte pour amender l'acte 43-44 Vict., chap. 11, concernant la loi des licences de Québec.....	En entier.
6	Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 95, concernant les Statuts de la Province de Québec.....	En entier.
7	Acte pour amender les lois concernant le conseil exécutif et les départements publics de la province, ainsi que la loi relative au service civil.....	En entier.
8	Acte concernant l'orateur du conseil législatif et la nomination de certains officiers du conseil législatif.....	En entier.
9	Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 98, en ce qui a rapport au cautionnement des officiers publics.....	En entier.
10	Acte pour amender l'Acte électoral de Québec, (38 Vict., chap. 7.).....	En entier.
11	Acte pour amender la loi concernant la constitution de la cour supérieure.....	En entier.
12	Acte pour amender les lois concernant la constitution de la cour supérieure.....	En entier.
13	Acte pour amender l'article 232 du code de procédure civile.....	En entier.
14	Acte amendant l'article 513 du Code Municipal.....	En entier.
15	Acte concernant les commis voyageurs, et l'abolition des taxes actuellement prélevées sur eux.....	En entier.
16	Acte pour amender la loi de la chasse.....	En entier.
17	Acte pour amender l'acte de cette province, 46 Vict., chap. 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.....	En entier.
18	Acte concernant la transcription des anciens registres de l'état civil.....	En entier.
19	Acte pour amender l'acte 39 Vict., chap. 20, intitulé : " Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province. ".....	En entier.
20	Acte pour amender le chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas Canada et les statuts qui l'amendent.....	En entier.
21	Acte concernant l'école polytechnique de Montréal.....	Sec. 1 à 9.
24	Acte pour refondre et amender les divers actes concernant l'érection civile des paroisses, dans l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal.....	En entier.
54	Acte pour amender l'Acte des clauses générales des corporations de ville, (40 Vict., c. 29.).....	En entier.
66	Acte pour faciliter la radiation et décharge des hypothèques consenties par les compagnies de chemin de fer dans certains cas.....	Sec. 1



## ANNEXE No. 2.

*Statuts et parties de statuts, passés dans la session tenue en les cinquante et unième et cinquante deuxième années du règne de Sa Majesté, qui ont été incorporés dans les statuts contenus dans le rôle marqué A.*

Chapitres.	Titre de l'acte.	Etendue de l'incorporation.
3	Acte pourvoyant au remplacement des originaux détruits des statuts.....	En entier.
4	Acte pour réduire le quorum de l'assemblée législative à quinze membres.....	En entier.
5	Acte pour pourvoir au remplacement de l'orateur de l'assemblée législative en certains cas.....	En entier.
6	Acte concernant l'indemnité législative.....	En entier.
8	Acte concernant la nomination d'un président du conseil exécutif de la province.....	En entier.
10	Acte amendant la loi des licences de Québec.....	En entier.
11	Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales.....	En entier.
12	Acte pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les provinces de Québec et Ontario par voie de l'arbitrage.....	En entier.
13	Acte relatif au règlement de la question des " Biens des Jésuites ".....	Sec. 4, 6 et 7
14	Acte pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, relativement à l'agriculture.....	En entier.
15	Acte relatif à la vente et à l'administration des terres publiques, aux bois et aux mines, ainsi qu'au défrichement des terres et à la protection des forêts.....	En entier.
16	Acte pour amender le chapitre 39 des Statuts Refondus pour le Bas Canada, quant aux lettres patentes émises avant le 2 août, 1851.....	En entier.
17	Acte pour amender et refondre les lois de la pêche.....	En entier.
18	Acte pour amender l'acte 47 Vict., chap. 8, concernant la tenue des cours supérieure et de circuit, et le code de procédure civile.....	En entier.
19	Acte pour donner aux cours civiles du district de Québec, juridiction concurrente sur le comté de Bellechasse.....	En entier.
21	Acte relatif aux officiers de justice.....	En entier.
22	Acte pour amender certains articles du code civil.....	En entier.
23	Acte pour amender l'article 376 du code de procédure civile.....	En entier.
24	Acte pour amender certains articles du code de procédure civile.....	En entier.
25	Acte amendant l'article 1325 du code de procédure civile.....	En entier.
26	Acte concernant la procédure, quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.....	En entier.
27	Acte pour amender l'acte de cette province 44-45 Vict., ch. 17, intitulé : " Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier. ".....	En entier.

## ANNEXE No. 2.—(Suite et fin.)

Chapitres.	Titre de l'acte.	Etendue de l'incorporation.
28	Acte pourvoyant à la nomination de commissaires pour recevoir les affidavits dans les pays étrangers et amendant le code de procédure civile à cet effet.....	En entier.
29	Acte amendant certains articles du code municipal.....	En entier.
30	Acte pour amender le code municipal.....	En entier.
31	Acte amendant l'article 1080 du code municipal.....	En entier.
32	Acte relatif aux voitures d'hiver.....	En entier.
35	Acte détachant le canton de Hereford et une partie du canton de Clifton, du comté de Compton, et les annexant au comté de Stanstead pour les fins judiciaires, et à la division d'enregistrement de Coaticook pour les fins d'enregistrement.....	Partie de s. 1, et sec. 2.
36	Acte pour amender les lois de l'instruction publique.....	En entier.
37	Acte pour amender l'acte passé dans la présente session sous le No. 5, étant le chapitre 36, intitulé : " Acte amendant les lois concernant l'instruction publique.....	En entier.
38	Acte pour amender les actes concernant l'instruction publique en cette province.....	En entier.
40	Acte pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 23, concernant les écoles d'industrie.....	En entier.
41	Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., ch. 34, concernant le barreau de la province de Québec.....	En entier.
42	Acte pour amender l'article 81 du code du notariat.....	En entier.
44	Acte amendant le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas Canada.....	En entier.
47	Acte concernant la santé publique.....	En entier.
48	Acte pour mieux définir le mode de procéder aux inhumations et aux exhumations.....	En entier.
49	Acte amendant l'acte 48 Vict., chap 32, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures.....	En entier.
50	Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province.....	En entier.
51	Acte amendant l'acte 36 Vict., c. 25, concernant certaines compagnies à fonds social.....	En entier.
60	Acte pour amender le chap. 41 du statut 50 Vict, intitulé : " Acte concernant l'incorporation des associations littéraires et d'amusements.....	En entier.
92	Acte amendant " l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880.....	En entier.
93	Acte amendant l'acte 43 44 Vict., chap. 43, relatif aux chemins de fer.....	En entier.
109	Acte amendant l'acte 33 V., chap. 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins.....	En entier.